

Crise mondiale : pas de vraie solution sans les Etats.

Posté le : 16 mai 2010 13:18 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Crise systémique, Attitudes, Crise mondiale, Crise financière, Histoire économique récente, Economie et politique, Fiscalité

Les difficultés de l'Euro permettent à deux camps d'exulter.

Le premier est celui des adeptes de Milton Friedman et de la libre flottaison des monnaies. Le maître avait dit que l'Euro ne se ferait pas et si par impossible il se faisait il éclaterait rapidement. Pendant dix ans il a eu tort et voilà que sa capacité d'analyse et de prédiction est magnifiée. "On vous l'avait bien dit que cette construction était impossible. Et maintenant sa défense vous entraîne dans des complications bancaires et sociales insurmontables. Revenez à la raison et sortez de l'Euro ! Les monnaies s'échangeront alors à leur vraie valeur respective et tout sera bien. Les marchés resteront la loi du genre humain comme il se doit. Les gouvernements seront hors jeu et obligés d'être sérieux."

Le second, radicalement opposé en apparence, postule que les monnaies administratives créées à la fin de la première guerre et qui sont devenues totalement erratiques depuis 1971 sont ingérables, que le système des changes flottants est intrinsèquement pervers car il offre trop de possibilités à la spéculation tout en créant des risques immenses, que les banques centrales sont des organismes creux qui ne savent rien contrôler et qui créent plus de problèmes qu'ils n'en résolvent, et que seul l'étalon-or est de nature à faire revenir tout le monde, états, banques et agents économiques, à la raison. S'il y a étalon or, la notion même d'Euro n'a plus de sens.

Ces deux philosophies, en apparence totalement antagonistes, se rejoignent pour fêter la mort annoncée de l'Euro.

En vérité ces deux doctrines ont un autre point commun : la haine de l'état qu'il s'agit de contraindre le plus possible, soit par les disciplines de l'étalon or, soit par la sanction des marchés. L'état est l'ennemi, celui par qui tous les malheurs arrivent. Il ne doit pas avoir de responsabilités dans la gestion de la monnaie qui doit être le plus possible une monnaie privée indépendante de la gourmandise étatique. Aux entreprises le soin de découvrir des nouvelles opportunités de croissance ; aux banques de les financer si elles croient aux projets qu'on leur propose. Si elles se trompent qu'elles meurent ! Et l'excès de monnaie sera automatiquement purgé. L'Etat ne sait faire rien d'autre que de générer de l'inflation ou de la crise économique.

L'ennui, c'est que l'histoire a condamné chacune de ces deux options.

L'étalon-or n'a duré que quelques années, de 1873 à 1914. Et qu'a-t-on vu ? Ce qu'on appelait "la grande dépression" qui a duré la majeure partie de la fin du XIXème siècle, ponctuée de grands scandales comme Panama, et une période faste au début du XXème qui s'est brutalement terminée par la crise boursière de 1907. L'étalon or n'a pas été un chemin de roses.

Quant aux changes flottants on a vu que de crises en crises ils viennent de nous faire basculer dans une situation plus que périlleuse qui peut bien déboucher sur une nouvelle grande dépression.

Par conséquent ceux qui exultent n'ont rien à proposer de solide pour l'avenir.

Pour une raison simple : ni l'un ni l'autre n'ont compris pourquoi leur système respectif a explosé. Ni l'un ni l'autre n'a compris le caractère indispensable des états pour assurer croissance et plein emploi. Non pas que l'état, par nature, soit capable de déterminer les bonnes politiques, tout démontre le contraire. De mauvaises politiques économiques, on en a connu de multiples. Mais parce que toute bonne politique passe nécessairement par une intervention de l'état et toute mondialisation heureuse par une collaboration inter étatique solide et consensuelle.

Mettre hors jeu les états qui emploient directement 20 à 25% de la population active et dépensent entre 35 et 55% du PIB est totalement irréaliste. Croire que le chacun pour soi et l'or ou les marchés pour tous donneront des résultats merveilleux est une farce.

La question n'est pas de mettre les états hors jeu, mais de faire qu'ils jouent bien. L'orchestre jouera-t-il mieux sans chef, en espérant que la sélection individuelle des meilleurs solistes suffira à créer la qualité ? C'est l'idée des changes flottants Chaque banque centrale maintient la valeur intrinsèque sur son marché de la monnaie dont elle a la charge et le bonheur suivra. Ou faut-il lui laisser un chef mais sous la tutelle d'un ordinateur qui dira si la qualité est bonne ? C'est un peu l'idée de l'étalon or.

Nous nous pensons qu'il faut un bon chef d'orchestre travaillant sur de bons principes avec d'excellents solistes.

Quelle aura été la force de l'Euro ? D'abord de permettre à l'ensemble économique européen de s'unifier mieux. Le fait de passer d'un pays à l'autre sans changement de monnaies a permis une fluidité des échanges des capitaux, de marchandises et de services propices à une meilleure intégration et un rattrapage des économies pauvres. Quelle aura été la faiblesse de l'Euro ? Le fait d'avoir laissé les états maîtres de leurs politiques économiques, mais sans possibilités de politiques monétaires et sans autres contraintes que celles d'un traité. Si le monde n'avait pas baigné dans le flottement généralisé et la liberté totale des mouvements de capitaux, cette politique avait sa chance. Mais on n'a pas voulu comprendre qu'un îlot de fixité dans un océan de flottabilité serait durement battu par les flots. L'Hubris politique l'a emporté sur la sagesse économique. On a mis la charrue avant les bœufs et une fois de plus en Europe on voit les boeufs piétiner la charrue.

L'Euro n'est pas possible sans une coordination des politiques économiques et budgétaires (ce que tout le monde a désormais compris), et sans une certaine fixité des changes dans le monde (ce dont personne n'a conscience). C'est ce que nous avons écrit au moment de Maastricht.

On était un peu dans la situation qui a prévalu lorsque la France a adopté le système de Law sur la généralisation du rôle du billet de banque. Le billet de banque est un formidable progrès mais son succès suppose que différentes conditions soient remplies. On a voulu passer outre : on a eu la faillite. L'Euro a voulu passer outre. Et on risque la faillite de l'ensemble. Mais cela n'empêche pas que l'Euro soit globalement une excellente solution pleine d'avenir. Mais pas organisée comme cela et pas dans un monde de changes flottants. Tous ceux qui ont prétendu que l'intendance suivrait ont

sauté "un pont trop loin", pour reprendre une image célèbre.

Imagine-t-on une seconde que la Grèce serait sauvée par le retour immédiat à l'étalon or ? Elle n'a pas d'or. Et un record de dettes. Voudrait-elle saisir le trésor de la banque centrale comme en Argentine il y a quelques semaines, elle n'y trouverait rien.

Imagine-t-on que la Grèce soit sauvée immédiatement par le flottement de sa monnaie ? Cela supposerait un défaut quasi total sur sa dette et un effondrement des changes tel qu'aussitôt le monde entier se vautrerait sur ses plages et dans ses criques. Elles ne sont disponibles que quelques mois par an et ne généreront jamais de quoi faire vivre le pays et rembourser ses dettes. La Grèce serait un pays sans capitaux, sans monnaie et probablement sans client car l'explosion de la zone euro aurait la conséquence de ruiner beaucoup d'épargnants sans parler des Etats.

Même à titre de transition la flottaison ou l'étalon or ne sont pas des solutions.

Quelle est donc la solution ?

La solution est la même que celle que nous proposons dès le blocage des marchés interbancaires en juillet 2007, la même que celle que nous proposons au moment de la chute de Lehman-Brothers.

Nous sommes dans une crise mondiale de la dette que seule la croissance mondiale permettra de surmonter.

La seule solution est dans la coopération totale interétatique pour une croissance mondiale générant suffisamment de ressources pour rétablir les équilibres essentiels. Aucune autre solution n'existe qui évite de grandes souffrances. Qu'on se rappelle les âneries qui étaient répétées par les perroquets sur la crise des subprimes qui n'était qu'un problème américain ! La crise était déjà globale et ne pouvait que recevoir un traitement global. On n'a rien fait. Quand en septembre 2008 c'est l'ensemble du système financier mondial qui s'est effondré, on a bien compris que la crise était globale mais on a considéré qu'il suffisait de transférer les actifs pourris des banques aux Etats, en laissant les banques centrales lâcher les rênes monétaires, sans autre réforme que de microbiques remises en cause sur des sujets annexes comme la comptabilité, les primes et l'organisation des marchés de CDS.

Nous avons crié au fou pendant toute cette période devant cette indécence intellectuelle.

Pendant ce temps là la récession s'est installée, la crise de la dette s'est amplifiée, les banques sauvées et gorgées de liquidités dans un marché totalement libre s'en sont donné à coeur joie dans la spéculation imbécile, chaque pays a poursuivi sa petite cuisine sur son petit réchaud. Aucun diagnostic réel de la crise n'a été fourni. Le commerce international ne s'est jamais remis totalement en place, répondant plus à des politiques étatiques égoïstes ou à des pulsions de la spéculation qu'aux nécessités d'une reprise générale de relations économiques saines entre les états.

La solution était évidemment ailleurs. Il fallait d'abord acter la faillite des changes flottants, de la "dissymétrie" des institutions internationales, de l'égoïsme globalement destructeur des politiques nationales américaine et chinoise et reconnaître que cet ensemble était la cause principale de la crise. Puis faire le constat que seule un ressaut de la croissance pourrait sortir le monde de

l'embarras ainsi créé.

Si les nations s'étaient réunies pour d'une part annoncer que désormais le système des changes serait stabilisé sur des valeurs de change correspondant aux parités de pouvoir d'achat, que la spéculation internationale sur les changes serait immédiatement interdite et sanctionnée pénalement, que les banques en faillite seraient immédiatement nationalisées et restructurées en attente d'une solution plus durable, que le FMI, rendu égalitaire dans la composition de sa gouvernance assurerait la discipline de l'ensemble avec l'aide de fonds monétaires régionaux, que les excès de dettes seraient restructurées, que les déficits publics ne pourraient pas dépasser certaines limites en dépit des plans de relance, et seraient plutôt financé par la création monétaire directe que par l'intermédiaire de banques en faillite alimentées par des avantages indus, le coût de la crise aurait été bien moindre et aucun des ferments qui l'avaient créés ne seraient demeurés.

Cela supposait un changement d'attitude politique de la part des Etats unis, sommés de renoncer au privilège douteux du dollar, de la Chine, sommée de mettre fin à son mercantilisme, de l'Europe, sommée de mettre fin à l'incohérence entre des états généralement laxistes et une BCE astringente.

On n'aurait pas fait l'économie d'une récession mais on en serait sorti aujourd'hui car les courants commerciaux auraient repris et l'angoisse sur l'avenir aurait cessé. Les citoyens américains n'auraient plus de panique sur la future dévaluation de leur monnaie. L'Euro ne craindrait plus le feu des marchés et pourrait sortir en douceur de la double contrainte d'une monnaie trop fortement défendue et d'un dérèglement général des finances publiques de ses membres . La Chine n'aurait pas à prendre des mesures déraisonnables sur la confiscation prudentielle de certaines ressources mondiales et des relances du crédit interne totalement aventurées.

Décidemment non, cette exultation générale devant la crise de l'Euro n'est pas porteuse d'avenir. On ne sortira pas de la crise en l'aggravant. La seule solution est dans l'engagement des états vis à vis de la valeur respective de leurs monnaies et leur retour à la sagesse budgétaire.

On ne sortira pas plus des monnaies administratives que le monde ne s'est débarrassé des billets après la faillite de Law. L'horloge monétaire ne revient pas en arrière. Jamais.